De la confrontation sociale à l'attrait touristique, et réciproquement.

Genèse et enjeux du tourisme politique dans l'État du Chiapas (Mexique).

Par Clément Marie dit Chirot

Si la mise en tourisme d'un lieu intègre inévitablement une dimension politique, il arrive qu'un processus politique ou qu'un conflit social soit directement à l'origine de nouvelles formes de mobilité touristique. Au Chiapas, le soulèvement de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (Ezln) le 1er janvier 1994 et la solidarité suscitée par le mouvement rebelle à l'échelle internationale ont rapidement converti cet État méridional du Mexique en « destination dorée pour les activistes pouvant se payer le voyage » (Rovira, 2009, p. 140).

Au-delà du folklore révolutionnaire et des biens matériels et immatériels mettant en scène une certaine « esthétique du conflit » (Lacarrieu, 2004)[1], des sympathisants étrangers font le choix d'aller à la rencontre des communautés autonomes en intégrant une « brigade » d'observateurs internationaux sous la bannière d'une Ong ou d'un centre de défense des droits de l'Homme. Majoritairement européens, âgés de vingt à trente ans, ces voyageurs sont le plus souvent étudiants ou diplômés du supérieur et appartiennent à des milieux sociaux caractérisés par le primat du capital culturel sur le capital économique. Le temps d'un séjour, ils deviennent des acteurs politiques à part entière, allant parfois jusqu'à jouer le rôle de « boucliers humains » en se rendant dans des zones de conflit et en interférant dans des rapports de force complexes opposant, soit des populations dissidentes aux autorités « officielles », soit des communautés rurales d'affiliations politiques opposées.

Si la présence de voyageurs internationaux au Chiapas et leur insertion dans des processus politiques locaux témoignent de l'émergence d'espaces transnationaux de contestation et de la constitution d'un nouvel acteur collectif transnational (Tilly et Tarrow, 2008), elle interroge la frontière floue séparant des activités militantes et des pratiques touristiques telles que le tourisme dit « solidaire » (Chabloz, 2010) ou encore le *volunteer tourism* (Sin, 2009) du point de vue du rapport aux populations locales, ou encore le *dark tourism* (Lennon, Foley, 2000) pour ce qui relève de la mise en tourisme d'un espace de conflit. Clairement politique, l'engagement ponctuel de ces sympathisants étrangers aux côtés des communautés zapatistes s'inscrit, de fait, dans une temporalité qui est celle du voyage, du temps libre, ainsi que dans un espace lointain,

exotique, et dans une rupture avec les pratiques quotidiennes. Motivée par une proximité idéologique avec le discours exprimé par l'Ezln, la pratique du tourisme politique témoigne aussi d'une recherche d'altérité et d'un désir de rencontre avec les populations Indiennes du Chiapas.

Cette réflexion s'inscrit dans une recherche en géographie menée depuis 2007 au Mexique sur des conflits locaux liés à l'appropriation d'espaces faisant l'objet d'une valorisation par le tourisme. Cette problématique se présente aujourd'hui avec une intensité particulière dans le nord du Chiapas où d'importants projets de développement touristique sont à l'œuvre, occasionnant une concurrence accrue pour le contrôle des différents espaces mis en tourisme[2]. À partir de l'exemple chiapanèque, j'ai voulu interroger la relation dialectique tissée entre une réalité sociopolitique conflictuelle et la production d'un espace touristique : comment un conflit social peut-il être érigé en attrait touristique ? Comment, en retour, la mise en tourisme de certains espaces peut-elle être révélatrice des tensions sociales et des antagonismes qui traversent la société ? Quelle place occupent les touristes politiques dans les conflits ? À travers quels systèmes de représentation perçoivent-ils ces conflits ? Comment ces catégories d'entendement peuvent-elles, à la fois, structurer leur action militante et lui donner sens ? Si l'exemple du tourisme politique chiapanèque s'avère stimulant pour interroger la nature de mobilités associant pratiques militantes et voyage récréatif, il permet d'apporter un éclairage sur le conflit lui-même en questionnant les représentations du zapatisme à travers l'imaginaire touristique qu'il suscite.

Sur la base d'une enquête ethnographique de six mois menée au cours de séjours répétés au Chiapas entre 2008 et 2010, j'ai cherché à rendre compte des pratiques d'une catégorie bien particulière de touristes qui, si elle reste marginale d'un point de vue numérique, joue un rôle central dans la construction sociale de la réalité chiapanèque.

De la mise en tourisme du conflit.

Le soulèvement zapatiste, sa propulsion sur la scène internationale ainsi que les manifestations de soutien exprimées à son égard dans différents pays, notamment européens, sont souvent considérés comme un moment fondateur dans la constitution du mouvement altermondialiste. L'engouement suscité par la cause chiapanèque dès janvier 1994 est même fréquemment décrit comme un phénomène inédit depuis la fin de la Guerre Froide (Tilly et Tarrow, 2008, p. 129).

Battue militairement après douze jours d'affrontements contre l'armée mexicaine, l'Ezln redéfinit en effet rapidement sa stratégie en portant le conflit sur le terrain médiatique. Les communiqués émis par l'organisation zapatiste à travers la voix de son principal porte-parole, le sous-

commandant Marcos, l'importante couverture médiatique du conflit par la presse mexicaine et étrangère ainsi que son relai sur Internet permettent de mobiliser des réseaux de solidarité tissés à l'échelle nationale et internationale.

À partir de 1995, du fait de la militarisation accrue du Chiapas et de l'action de groupes armés paramilitaires, la présence physique de sympathisants du mouvement dans les zones de conflit devient un aspect stratégique visant à limiter l'action répressive du gouvernement à l'encontre des communautés rebelles. Des « Campements civils pour la paix » sont alors mis en place par les autorités zapatistes en coordination avec le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas, situé à San Cristobal de las Casas, ainsi que l'Ong mexicaine « Enlace Civil » créée à cet effet par les communautés rebelles. Ces campements sont établis aux abords des cinq *Aguascalientes*, lieux où siègent les autorités rebelles et centres névralgiques des principales zones d'influence de l'Ezln[3], y assurant une présence permanente d'observateurs internationaux. S'il est impossible d'évaluer avec précision le nombre d'étrangers s'étant rendus de cette façon dans les territoires autonomes, ils représentent néanmoins un flux permanent et régulier de « *campamentistas* ». Au titre de cet accompagnement des communautés zapatistes, le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas a ainsi accrédité, entre 1995 et 2000, 5733 voyageurs originaires de 44 pays (Rovira, 2009, p. 141).

Cette capacité de mobilisation se manifeste également à travers des rencontres ponctuelles entre l'organisation zapatiste et ses sympathisants, à l'image de la Première Rencontre Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme qui s'est tenue au Chiapas au cours de l'été 1996, rassemblant plus de 3000 participants en provenance d'une quarantaine de pays (Bachet, 2007, p. 39).



Zapatistes et sympathisants internationaux célébrant la journée Mondiale de la Femme au Caracol d'Oventic, le 8 mars 2009. Auteur : C. Marie dit Chirot.

De manière plus diffuse, des sympathisants affluent régulièrement au Chiapas pour intégrer une « Brigade d'Observation des Droits de l'Homme ». En fonction des besoins exprimés par les communautés, des Ong basées à San Cristobal de las Casas orientent les flux d'observateurs internationaux vers les zones où des violences ont été signalées. Durant une à deux semaines, les internationaux partageront le quotidien des habitants, prenant part à des tâches collectives et assurant, par leur présence, un rôle de dissuasion en cas d'incursion policière ou militaire. Depuis 2007 et le lancement, par l'Ezln, de la campagne mondiale pour la défense des terres et des territoires indigènes et paysans, autonomes, au Chiapas, au Mexique et dans le monde[4], le rôle des sympathisants internationaux dans la construction et la défense des territoires autonomes est réaffirmé.

Parallèlement, le Chiapas est aujourd'hui devenu une destination touristique importante au Mexique. En 2008, les différents types de structures d'hébergement recensées par le ministère mexicain du Tourisme ont ainsi accueilli 2 938 860 touristes (Sectur, 2009). La même année, selon l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire (Inah), les vestiges archéologiques chiapanèques ont accueilli 908 321 visiteurs, mexicains pour les deux tiers d'entre eux. Progressivement, le riche patrimoine préhispanique du Chiapas, ses aires naturelles protégées ainsi que ses villes coloniales ont été intégrés aux principales routes touristiques régionales, à l'image du site archéologique de Palenque ou des cascades d'Agua Azul situés dans le nord de l'État. Durant les années qui précèdent le soulèvement armé, l'amélioration du réseau routier, entamée dans les années 1970, avait déjà permis de désenclaver les principales villes de la région. Ainsi, en 1993, 200 000 touristes s'étaient rendus au Chiapas où l'on dénombrait alors 295 établissements hôteliers, soit une capacité de 8 084 chambres (Favre, 2002, p. 1261).

Loin de contrarier le développement du tourisme local, le conflit chiapanèque a accéléré son essor après 1994, au point d'être envisagé par les autorités locales comme une ressource pour l'industrie touristique, comme le reflètent ces propos tenus en 2001 lors d'un séminaire organisé par le ministère du Tourisme (Sectur) à Tuxtla Gutierrez, la capitale de l'État :

Ce même conflit est devenu une source d'intérêt pour les touristes, essentiellement européens, […] qui visitent de manière constante les zones de conflits. […] Aujourd'hui, la présence de l'Ezln représente une valeur ajoutée, tant pour le tourisme national qu'international […], et constitue un élément à prendre en considération dans le cadre des politiques d'aménagement touristique ainsi

que dans les parcours de formation […] des professionnels du tourisme[5].

Dans un contexte marqué par une concurrence accrue entre les destinations touristiques régionales (Sanchez Crispin, Propin Frejomil, 2010), la présence du zapatisme participe de la construction d'une *image identifiante* (Cousin, 2003, p. 258) devenue l'un des principaux leviers de la mise en tourisme du Chiapas. Cette « autreté spatialisée » (Harvey, 2008), matérialisée par la présence de l'Ezln, apparaît ainsi comme une manifestation locale du phénomène de fragmentation des espaces et des sociétés sous l'effet de la globalisation, reprise à son compte par l'industrie touristique car, selon une formule empruntée à Don Mitchell : « Tourism demands global differences » (Mitchell, 2000, p. Xiii).

Un terrain sous contrôle.

À l'interface entre les populations insurgées et leurs sympathisants étrangers, un réseau d'Ong locales ou internationales est rapidement mis en place. Dès 1994, San Cristobal de las Casas, principale ville touristique de l'État, devient un point de confluence de cette « société civile transnationale » (Rovira, 2009) encore naissante. Pour ne retenir que les principales organisations, l'association Enlace Civil A.C., le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas ou encore le Service International pour la Paix (Sipaz) puis, après 2002, le Centre d'Analyse Politique et d'Investigation Socioéconomique (Capise) deviennent des relais assurant le lien entre l'organisation zapatiste et les internationaux solidaires du mouvement et désireux de se rendre dans les territoires autonomes en tant qu'observateurs internationaux. Le lien entre les voyageurs internationaux et ces organisations peut avoir été établi en amont de la réalisation du voyage, notamment via les différentes organisations de soutien au mouvement zapatiste présentes dans le pays de départ, ou bien une fois à San Cristobal de las Casas, par contact direct. Entre deux séjours dans les communautés ou au retour d'une « mission », San Cristobal est aussi un point de chute apprécié des touristes politiques pour la richesse de son offre culturelle : cinémas d'art et d'essai, centres culturels, lieux de vie nocturne, marchés et boutiques d'artisanat etc. Dans ces moments largement consacrés aux loisirs, les pratiques des touristes politiques rejoignent celles du plus grand nombre des « routards » ou « backpackers » séjournant au Chiapas.

Pour rencontrer de jeunes touristes ayant pris part à une « brigade civile d'observation », je me suis dirigé, lors de mon premier séjour, vers l'une des Ong envoyant des observateurs en zone de conflit, le Centre d'Analyse Politique et d'Investigation Socio-économique (Capise). Créée en 2002[6], l'Ong axe son activité sur une problématique précise, celle de la présence militaire et

paramilitaire au Chiapas. Les « Brigades d'Observation Terre et Territoire » (Bott) formées par l'organisme ont pour objectif de rendre compte, en fin de mission et à travers un rapport écrit, d'éventuels faits violents constatés par les observateurs.

Après quelques entretiens exploratoires effectués avec des cadres de l'Ong, il ne m'a pas été possible d'accéder aux observateurs : la posture clairement militante de l'organisation ne semblait pas compatible avec ma volonté d'objectivation et mon intention de produire des connaissances distanciées vis-à-vis des idéologies[7]. Le principal obstacle étant, aux yeux de l'une des coordinatrices de l'organisation, mon intention non dissimulée de multiplier les points de vue au cours de mon travail d'enquête afin de restituer la complexité des logiques qui sous-tendent le conflit chiapanèque : « Tu fais donc partie de ces chercheurs occidentaux qui continuent de penser que l'on peut être objectif ! »

La très forte politisation du terrain d'étude et la charge symbolique attribuée au Chiapas présentent une double difficulté. La facilité d'accéder à une grande quantité d'informations grâce aux nombreux ouvrages, articles de presse, sites Internet, archives documentaires, etc., consacrés au mouvement zapatiste est à la hauteur des barrières compliquant, sur le terrain, le recueil d'informations de première main. À une surabondance de discours « sur le Chiapas », on peut donc opposer un véritable contrôle de la parole par les différents acteurs rencontrés localement.

Cette attitude de méfiance vis-à-vis du monde universitaire est souvent partagée par les acteurs de la société civile chiapanèque. Elle fait écho aux déclarations du Sous-commandant Marcos rejetant formellement la réalisation de travaux scientifiques dans les territoires zapatistes (Melenotte, 2008). Plus curieusement, elle est parfois relayée par des intellectuels et des universitaires de renom, comme John Holloway, pour qui «le problème des sciences sociales […] n'est pas leur exactitude [mais] la complicité. […] Traiter le zapatisme comme un objet de recherche reviendrait à faire violence aux zapatistes, […] en les forçant à entrer dans les catégories qu'ils défient » (Holloway, 2000).

Aux spécificités du terrain lui-même s'ajoutent celles liées au sujet d'étude, le tourisme ou, plus précisément, au caractère péjoratif que revêt souvent l'assimilation à la figure du touriste du point de vue des enquêtés. Envisager des pratiques revendiquées avant tout à travers leur dimension militante en ayant recours à une catégorie d'analyse axée sur le caractère récréatif et ludique du voyage a parfois suscité des refus lors de la prise de contact avec les touristes politiques. À l'inverse, lorsque des entretiens ont pu être réalisés, le discours recueilli tendait souvent à légitimer les pratiques en insistant sur leur aspect altruiste, dans une sorte de mise en conformité

« avec ce que [les enquêtés] supposent être un avis acceptable sur leur univers » (Arborio, Fournier, 2008).

Si l'analyse de ces réactions en elles-mêmes présente un intérêt évident du point de vue des stratégies de distinction entre voyageurs dont elles sont révélatrices (Urbain, 2002), elles m'ont conduit à faire des choix méthodologiques pour pallier la rareté du matériau discursif.

Suite au refus exprimé par la première Ong, j'ai choisi, l'année suivante, lors de mon deuxième séjour sur le terrain, de renoncer à réaliser des entretiens formels avec les touristes politiques et de privilégier les conversations informelles et l'observation directe. Au printemps 2009, j'ai intégré durant deux semaines une « Brigade Civile d'Observation » (Brico) constituée par le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas, couramment appelé « Frayba ». Si l'étude des pratiques touristiques peut amener un chercheur à endosser, sur le terrain, l'identité du touriste, le fait de devenir « observateur des droits de l'Homme » a constitué une évidence en faisant coïncider une méthode de recueil d'information et un rôle social préexistant à mes impératifs scientifiques. La présence des observateurs étant familière aux différents acteurs appartenant au monde social étudié, le risque, fréquemment évoqué concernant l'observation participante, que la situation étudiée ne soit perturbée par la présence de l'enquêteur était ainsi fortement réduit.

J'ai ainsi pu assister aux différentes étapes du processus de formation de la brigade : prise de contact avec l'Ong, réunions de préparation au cours desquelles la situation politique au Chiapas est expliquée aux « brigadistes »[8], séjour dans la communauté en territoire autonome, retour à San Cristobal, rédaction (en groupe) d'un compte rendu d'observation. Composée de quatre observateurs, tous européens, la brigade ainsi formée a été envoyée par l'Ong dans une localité du nord de l'État, Agua Clara. À cette époque, un site touristique incluant un hôtel situé à quelques kilomètres des cascades d'Agua Azul était occupé depuis plusieurs mois par des populations civiles zapatistes. À la même période, l'accroissement des tensions dans cette région du Chiapas qui regroupe une grande partie des sites touristiques que possède l'État a poussé les autorités locales à y déployer un important contingent policier et militaire. Face au risque d'une confrontation directe entre les occupants d'Agua Clara et les forces de l'ordre, le Frayba, en accord avec les autorités autonomes, y assurait une présence permanente d'observateurs internationaux.

Un an plus tard, lors d'un troisième terrain de deux mois réalisé début 2010, j'ai choisi de séjourner à San Cristobal dans une auberge de jeunesse accueillant de nombreux observateurs internationaux. Compte tenu des biais observés précédemment lors de la réalisation des

entretiens, ma démarche de recherche n'a, cette fois, volontairement pas été évoquée. En pratiquant l'*observation incognito* (Arborio, Fournier, 2008, p. 29), je cherchais ainsi à réduire le risque de voir les enquêtés adapter leur conduite à ma présence en tant qu'enquêteur. Si cette technique implique de renoncer à poser des questions trop directes, le fait de partager le quotidien des touristes politiques avant et après leur séjour en territoire autonome a permis de recueillir, au détour de nombreux échanges informels, des récits de pratiques, des opinions, des anecdotes, et de saisir de cette façon certains des schèmes de perceptions structurant les « songes collectifs » (Urbain, 2002, p. 139) de ces touristes militants.

Les touristes politiques, entre réseaux militants et réponses gouvernementales.

Dès les premiers mois du conflit, la présence de voyageurs internationaux au Chiapas devient un enjeu politique pour les insurgés comme pour les autorités officielles. À l'article 33 de la Constitution mexicaine interdisant à tout ressortissant étranger d'interférer dans des questions de politique intérieure sous peine d'expulsion s'opposent les différents accords internationaux signés par le Mexique en matière de respect des droits de l'Homme. Les Ong impliquées dans l'envoi d'observateurs étrangers en zones de conflit font notamment valoir la déclaration des Nations Unies sur le droit et le devoir de promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, déclaration ratifiée par le gouvernement mexicain.

Revendiquer le rôle d'« observateur », lequel présume à la fois neutralité et non-participation aux conflits, représente donc pour les activistes internationaux une adaptation au cadre légal mexicain. En pratique, cette posture s'efface derrière une prise de position systématique en faveur de l'organisation zapatiste, y compris lorsque celle-ci entre en conflit avec des populations civiles d'affiliation politique distincte.

Par ailleurs, les internationaux sont théoriquement moins exposés aux risques de répression que ne le sont les acteurs locaux. Cet aspect conduit à l'instrumentalisation du statut d'étranger et à l'internationalisation de conflits très localisés, le rapport de force entre l'organisation zapatiste et les autorités se trouvant étendu à un antagonisme opposant ces dernières et les voyageurs étrangers. Lors de la réunion de préparation précédant le départ de « brigadistes », un cadre de l'Ong insiste sur l'importance de leur participation : « Votre rôle est déterminant ! Si le gouvernement n'agit pas, c'est grâce à la pression internationale. Expulser des étrangers représente pour eux un coût politique élevé ! »

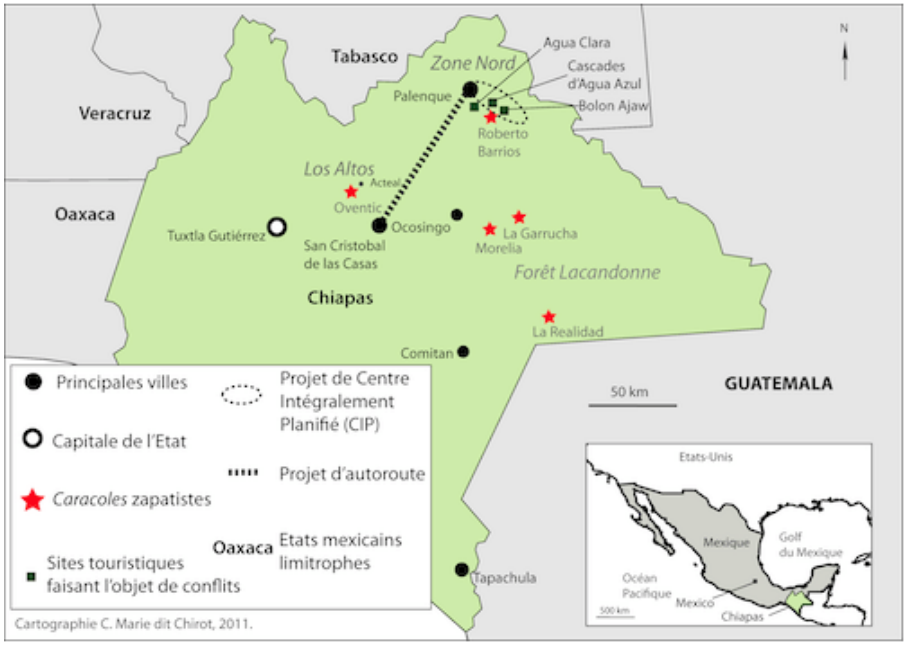
À certains moments du conflit chiapanèque, le gouvernement mexicain a pourtant consentit à s'acquitter de ce coût politique sur la scène internationale, lorsque les enjeux politiques locaux et nationaux se sont avérés à la hauteur des retombées négatives en termes d'image. Ces variations dans le niveau de tolérance, ou au contraire de fermeté, dont les autorités mexicaines ont fait preuve vis-à-vis des touristes politiques reflètent ainsi les différentes phases qui ont rythmé le conflit.

Entre 1995 et 1997, les autorités mexicaines ont ainsi expulsé 200 ressortissants étrangers ayant participé à des activités militantes au Chiapas (Rovira, 2009, p. 142). Cette initiative coïncide avec une accélération de la militarisation de l'État et débute avec une offensive militaire dans la forêt Lacandone, en février 1995, visant à atteindre les principaux cadres de l'Ezln. Suite au massacre d'Actéal, le 22 décembre 1997, au cours duquel 45 Indigènes Tzotziles de l'organisation civile des *Abejas* ont été tués par des paramilitaires proches du Parti Révolutionnaire Institutionnel (Pri), le rythme des expulsions est intensifié et atteint le nombre de 144 durant la seule année 1998, concernant pour l'essentiel des ressortissants italiens. Entre 1999 et 2000, le nombre d'étrangers expulsés pour ingérence dans la politique nationale redescend à 56. Alors que les conflits perdurent aujourd'hui au Chiapas, il est significatif qu'aucun voyageur étranger n'en ait été expulsé depuis dix ans[9].

Ces variations trouvent également leur expression sur le plan spatial dans la fermeture, par les autorités, de certaines zones sensibles du territoire chiapanèque aux flux de voyageurs étrangers munis de visas touristiques. À partir de 1995, des barrages militaires sont dressés par l'Institut National des Migrations (Inm) pour filtrer l'accès des voyageurs étrangers à la région de *Los Altos* , à la zone nord de l'État ou à la forêt Lacandone. L'année suivante, l'obtention d'un visa spécifique, le FM3, est rendue obligatoire pour tout étranger souhaitant se rendre au Chiapas en qualité d'« observateur international ». Alors que les autorités zapatistes demandent aux observateurs de séjourner dans les communautés pour des périodes d'au moins un mois (Rovira, 2009, p. 147), la durée de leur visa est réduite à dix jours, tandis qu'un décret gouvernemental établit l'interdiction, pour les observateurs, de former des groupes dépassant dix personnes[10].

À l'échelle locale, quand des terres font l'objet d'un conflit entre populations zapatistes et non-zapatistes, les observateurs peuvent devenir, par leur simple présence physique, des acteurs du conflit en prenant part à une occupation. Cette participation peut même aller jusqu'à l'exposition du corps lorsque des internationaux sont pris à partie par des populations locales. La prise de risques, ici associée à l'usage de vocables quasi-militaires par les touristes interrogés (« brigades », « brigadistes », « mission »), a notamment été analysée par Jean-Didier Urbain

comme un élément de distinction, comme « le creuset d'un nouvel exotisme » (Urbain, 2002, p. 287) dans le cadre d'un « tourisme des extrêmes […] qui revêt parfois des allures militaires » (*op cit,* p. 304). En 2007, un groupe d'observateurs internationaux a ainsi été agressé par un groupe de personnes proches du Parti Révolutionnaire Institutionnel (Pri) alors qu'ils « observaient » un conflit entre ceux-ci et des populations civiles zapatistes pour le contrôle du site de Bolon Ajaw, jouxtant les cascades d'Agua Azul[11]. En 2009, dans la localité d'Agua Clara située à quelques kilomètres, deux observateurs autrichiens ont reçu des jets de pierre alors qu'ils traversaient un village pour se rendre au site occupé par des populations zapatistes. Lors de ma participation à une brigade, en 2009, deux observateurs ont été interceptés dans le même village alors qu'ils tentaient de rejoindre le site occupé. Identifiés comme étant des alliés des occupants (zapatistes) d'Agua Clara, les internationaux se virent contraints par des personnes d'affiliation politique distincte de rebrousser chemin sans pouvoir accéder au site.



Principaux projets touristiques et conflits locaux dans l'Etat du Chiapas. Cartographie : C. Marie dit Chirot, 2011.

Le « compa » et le « priiste », nouvelles figures du Bien et du Mal.

Cette capacité de mobiliser d'importants réseaux de solidarité à l'échelle locale comme sur le plan international constitue un capital politique évident pour l'organisation zapatiste. L'implication des

touristes politiques dans des conflits locaux violents, implication pouvant aller jusqu'à l'exposition à des dangers réels, témoigne de la solidarité avec le projet politique zapatiste et d'une identification des voyageurs étrangers avec les communautés indiennes perçues comme une « métaphore des exclus du modèle global » (Rovira, 2009, p. 14). Pour les touristes, ces pratiques font sens au sein d'un système de représentations dans lequel les conflits qui traversent la société chiapanèque sont érigés en symboles de la résistance au modèle néolibéral dominant. L'abondante production textuelle du sous-commandant Marcos et sa large diffusion en différentes langues ont joué un rôle déterminant pour rendre intelligible le sens de la lutte engagée par les communautés rebelles du Chiapas. Le recours à un discours ouvert et fédérateur permet en effet différentes formes d'appropriation locale de l'idéal zapatiste :

Marcos est gay à San Francisco, noir en Afrique du Sud, […] anarchiste en Espagne, Palestinien en Israël, Indigène dans les rues de San Cristobal, Juif en Allemagne, […] femme au foyer un samedi soir dans n'importe quel quartier de n'importe quelle ville de n'importe quel Mexique, […] paysan sans terre, éditeur marginal, ouvrier sans emploi, écrivain sans livre ni lecteurs, zapatiste dans le sud-est mexicain. […] Marcos est toutes les minorités opprimées qui résistent, explosent et disent : « Ya basta ! » Tout ce qui dérange le pouvoir et les bonnes consciences, voila ce qu'est Marcos (Ezln, 1994, cité par Rovira, 2009, p. 58).

Au Chiapas, l'émergence de ce nouvel acteur collectif transnational est traduite par de nouvelles constructions identitaires et l'activation de nouvelles frontières (Tilly et Tarrow, 2008) entre des « nous » et des « eux » polarisant les relations sociales et les conflits auxquels les activistes internationaux prennent part durant leur séjour. Ces catégories sont notamment produites, puis relayées, par les autorités zapatistes (à travers leurs communiqués publiés sur internet) mais aussi par les organisations solidaires du mouvement zapatiste présentes au Chiapas ou à l'étranger et assurant la fonction d'intermédiaires avec les touristes politiques. Ces représentations structurent les pratiques et le discours des touristes et transparaissent dans les témoignages recueillis, opérant une division à la fois ethnique et politique de l'espace social, division relativement manichéenne entre de nouvelles figures du Bien et du Mal.

Dans le discours zapatiste, les institutions « officielles » sont ainsi associées au « mal gobierno », par opposition aux autorités autonomes appelées *Juntas de Buen Gobierno*[12]. Ces représentations sont partagées par les touristes politiques qui opposent aussi souvent aux populations indiennes les coletos, habitants métis de la ville de San Cristobal de las Casas. Sur le plan politique, ces touristes opèrent également une distinction entre les zapatistes et les populations affiliées aux différents partis politiques officiels.

Ces schèmes de perception présument des relations sociales entre les différentes catégories et attribuent aux individus et aux groupes un rang sur une échelle de valeurs opposant « bons » et « mauvais », oppresseurs et opprimés. À l'exaltation de l'Indien zapatiste symbolisant la résistance face au modèle dominant, on peut opposer un rejet systématique des populations affiliées aux autres partis politiques, couramment qualifiées de « priistes ». Si le terme évoque, au Mexique, l'électorat du Parti Révolutionnaire Institutionnel (Pri), qui a dominé la vie politique nationale durant plus de 70 ans, il est parfois utilisé au Chiapas pour désigner les populations non zapatistes indépendamment de leur affiliation politique réelle, en référence au système clientéliste caractérisant la vie politique mexicaine. Dans l'imaginaire des touristes politiques, le priiste représente l'ennemi, le fourvoiement et la compromission avec le pouvoir. À l'inverse, les zapatistes et leurs alliés sont systématiquement désignés par le terme « compa », contraction du mot « compañero »[13]. L'emploi du terme inclut, de fait, le locuteur dans le groupe désigné, invoquant un « nous » transnational englobant à la fois les populations zapatistes et leurs sympathisants mexicains et étrangers.

La reprise des vocables locaux par les touristes a été analysée par Jean Didier Urbain comme un marqueur social répondant à une volonté de distinction par l'appropriation de termes témoignant « d'une intelligence de l'authentique, d'un contact avec le réel que l'autre n'a pas » (2002, p. 270) de la part de touristes appartenant aux catégories sociales dominantes[14]. En structurant les pratiques, ces catégories discursives deviennent opératoires et reflètent des antagonismes et des alliances que leur usage contribue à reproduire et à redéfinir. L'imaginaire touristique devient un imaginaire instituant et intervient dans la production matérielle des territoires zapatistes. Un jeune touriste français interrogé sur sa participation à une brigade d'observateurs internationaux décrit ainsi la situation à Bolon Ajaw, une localité du nord du Chiapas où des terres font régulièrement l'objet de conflits violents entre populations zapatistes et non-zapatistes :

– Il nous arrivait aussi de monter la garde avec les compas, à l'entrée de la communauté…

– Pourquoi ?

– En fait, le gouvernement envoie des groupes paramilitaires là-bas et ils ont récemment attaqués les compas.

– J'ai entendu dire qu'il y avait eu un mort…

– Oui… Mais c'était du côté des priistes donc c'est pas grave… Je plaisante.

Bien qu'extrême, ce point de vue témoigne d'un clair rejet des non-zapatistes lorsque ceux-ci sont en conflit avec des populations zapatistes, situation fréquente dans une région où la terre fait historiquement l'objet de confrontations. Au-delà du rôle d'observateur, officiellement revendiqué, les touristes deviennent acteurs d'une situation conflictuelle et font partie intégrante du dispositif zapatiste de défense des territoires autonomes (« monter la garde »). Si « l'étude de l'imaginaire touristique est directement liée à celle de la production matérielle et de l'organisation physique des territoires » (Urbain, 2002, p. 175), sa déconstruction est un préalable à l'étude d'autres déterminants (économiques, politiques) jouant un rôle central dans le conflit social.

Entre « guerre de basse intensité » et conflits agraires.

La construction de l'autonomie dans le cadre du projet politique zapatiste implique l'occupation de grandes quantités de terres. Dans un contexte de très forte pression foncière, elle-même alimentée par des politiques touristiques appelant la formation d'importantes réserves foncières [15], ces « récupérations » de terres peuvent faire l'objet de conflits avec des populations d'affiliation politique différente comme c'est le cas à Agua Clara, où l'hôtel occupé est situé sur les terres *ejidales*[16] d'une communauté agraire d'Indigènes *tzeltales* affiliée au Parti de la Révolution Démocratique (Prd).

L'emploi du terme « paramilitaire » par le touriste interviewé est significatif : il situe ce conflit très localisé dans un affrontement plus large opposant les insurgés aux forces gouvernementales par populations interposées. Ce recours à des groupes paramilitaires, fait avéré dans l'histoire récente du Mexique et dont le massacre d'Actéal constitue sans doute la manifestation la plus tragique, a largement été analysé comme un aspect de la « guerre de basse intensité » (Lopez y Rivas, 2003, p. 98) menée par l'État mexicain contre le mouvement zapatiste. Cette stratégie apparaît comme un moyen d'affirmation du pouvoir politique dans une partie du territoire national échappant partiellement au contrôle étatique et possédant, par ailleurs, de nombreuses ressources dont l'exploitation économique représente un élément clé des politiques d'intégration régionale.

Pourtant, s'il contribue à définir les pratiques politiques (et touristiques) au Chiapas, le conflit non résolu entre l'Ezln et le gouvernement mexicain est loin d'épuiser la complexité des antagonismes qui traversent la société chiapanèque.

Parent pauvre du Mexique, le Chiapas a vu tripler sa population en l'espace de trois décennies, laquelle dépasse aujourd'hui les quatre millions d'habitants. Tandis que le secteur primaire,

gravement affecté par la baisse des prix des produits agricoles, y occupait en 2002 plus de 47% de la population active, cette croissance démographique se traduit par une pression foncière accrue et une concurrence pour l'espace très marquée au sein des populations rurales (Villafuertes, 2002, p. 11). Ainsi, selon l'administration agraire mexicaine, on dénombrait en 2000 plus de 14 000 conflits agraires dans l'ensemble de l'État.

En outre, la maîtrise foncière constitue historiquement l'un des fondements du pouvoir politique au Chiapas. Dès la fin de la Révolution et durant une grande partie du vingtième siècle, afin de mettre en œuvre la réforme agraire, le gouvernement fédéral a encouragé la formation de groupes de paysans armés visant à reprendre par la force les grandes propriétés détenues par les quelques familles formant l'élite économique et politique locale. Rapidement, la redistribution des terres est apparue comme un moyen d'affirmer le pouvoir du parti-État (le Pri) par le biais de pratiques clientélistes. Les occupations de terres se banalisent jusqu'à devenir un élément central des répertoires d'action politique au Chiapas. Suite au Congrès Indigène tenu en 1974, l'accès à la terre devient l'une des principales revendications politiques exprimées par les populations rurales du Chiapas. De très nombreuses organisations paysannes voient le jour et poursuivent ces actions, modifiant profondément la structure foncière régionale. En 1992, en vue de la signature de l'Alena, la réforme de l'article 27 de la Constitution marque la fin de la redistribution des terres agricoles et ouvre la voie à la privatisation des terres *ejidales* et communales. Cette décision jouera un rôle clair dans le déclenchement de l'insurrection zapatiste. À partir de 1994, le soulèvement de l'Ezln donne lieu à de nouvelles recompositions territoriales à travers les récupérations de terres et la création des territoires autonomes.

Alors que l'agriculture chiapanèque traverse actuellement une crise profonde, les pouvoirs publics affirment régulièrement la « vocation touristique » de l'État. Progressivement, les réserves naturelles, les vestiges archéologiques ou encore les villes coloniales du Chiapas font l'objet d'une mise en valeur par le tourisme dont l'axe San Cristobal de las Casas/Palenque constitue la tête de pont. Le nord de l'État du Chiapas fait en effet l'objet d'un vaste projet de développement touristique appelé Centre Intégralement Planifié Palenque (Cip). Confié à un organisme public, le Fonds National pour le Tourisme (Fonatur), le projet est axé sur l'exploitation du potentiel touristique de sites archéologiques (Palenque) ou « naturels » (cascades d'Agua Azul et de Bolon Ajaw) et couvre près de 21 000 hectares (Fonatur, 2006, p. 126). Si la mise en œuvre du Cip semble hypothétique tant les tensions dans la zone nord du Chiapas sont fortes[17], l'existence du projet est devenue une bannière politique et exacerbe les conflits pour le contrôle des espaces touristiques. Avec près de 300 000 visiteurs par an, les cascades d'Agua Azul et leurs environs sont ainsi régulièrement le théâtre d'affrontements violents entre des populations d'affiliations

politiques différentes. Le plus récent, en février 2011, opposait des populations civiles sympathisantes du mouvement zapatiste à une communauté affiliée au Pri et s'était soldé par un mort et une vingtaine de blessés[18].



Les Cascades d'Agua Azul, espace-enjeu. Auteur : C. Marie dit Chirot, 2010.

Héritée de plus d'un siècle d'histoire agraire, la situation actuelle au Chiapas est caractérisée par une confusion extrême quant aux régimes juridiques de propriété du sol, situation résumée en ces termes par Daniel Villafuertes : « En un mot, on a généré une situation anarchique quant à la possession de la terre […] : le droit juridique a perdu son sens, favorisant l'usage de la force comme moyen de pression politique ou de répression » (2002, p. 39)[19]. Dans ce contexte, posséder une terre implique souvent pour les populations rurales du Chiapas (qu'elles soient zapatistes ou non) d'être en mesure de s'organiser pour l'occuper, se l'approprier et, si besoin, la défendre. L'appartenance à une force politique devient un enjeu non réductible à un choix idéologique, enjeu étroitement lié au contexte agraire et matériel local. Face à la crise que traverse le secteur agricole, le tourisme apparaît, pour une partie des populations rurales, comme une alternative à la pauvreté ou à l'immigration. Dès lors, les espaces touristiques deviennent des espaces-enjeux, et les luttes de pouvoir pour leur contrôle semblent contribuer à dessiner une nouvelle géographie des conflits au Chiapas.

Loin de former des catégories stables et étanches, les frontières identitaires et politiques au Chiapas définissent des ensembles fluctuants, entretenant des relations complexes, que les discours et les imaginaires des touristes politiques tendent à réifier et à essentialiser. Pourtant, des liens familiaux peuvent unir des personnes d'appartenances politiques différentes et l'organisation sociale et politique des communautés indiennes induit des logiques sociales dépassant de loin le simple clivage idéologique « zapatiste »/« priiste ». De même, une personne peut, à un moment de sa vie, devenir zapatiste ou encore cesser de l'être.

Si le fait d'appartenir à l'organisation zapatiste permet de mobiliser un certain nombre de ressources liées au soutien de l'organisation ou à la solidarité internationale, il implique également de renoncer à toute aide gouvernementale. À l'inverse, l'affiliation à une organisation politique « officielle » est souvent un moyen de capter des programmes d'aide publique dans le cadre de projets agricoles ou touristiques, de régulariser la situation juridique d'un terrain occupé, voire de bénéficier d'un appui institutionnel ou policier dans une situation conflictuelle.

Ce détour par les enjeux matériels et les configurations politiques locales qui interviennent dans la production des réalités sociales du Chiapas ne vise aucunement à réduire les choix politiques des populations indiennes du Chiapas à de simples arbitrages rationnels de type « coût-bénéfice », ce qui reviendrait à éluder la forte dimension idéologique et symbolique d'un mouvement qui continue d'intéresser les milieux militants et scientifiques. Au contraire, le fait de déconstruire l'imaginaire touristique qui sous-tend les pratiques des touristes politiques au Chiapas doit permettre de proposer une analyse distanciée du mouvement zapatiste et des conflits qui traversent ces sociétés locales. Le phénomène touristique devient, pour reprendre l'expression de Nathalie Raymond, une sorte de « prisme d'observation » des sociétés dans le cadre d'une approche questionnant « autant les sociétés […] dans leurs logiques propres que le tourisme comme phénomène universel » (Raymond, 2004, p. 8). Car si la mobilisation suscitée par le mouvement zapatiste à l'échelle mondiale a souvent été analysée du point de vue des théories de l'action collective et des mouvements sociaux, les formes de mobilité qu'elle engendre doivent aussi nous encourager à interroger la frontière parfois floue séparant action politique et pratiques touristiques, et à renouveler le cadre de leur analyse en intégrant les dimensions politiques du fait touristique. Autrement dit, il s'agit d'« étudier le rôle du tourisme dans les rapports de pouvoir (capacités de résistance, d'appropriation ou d'imposition) entre les populations, les autorités locales, les États et les voyagistes » (Cousin, Réau, 2009, p. 104)… sans oublier les touristes ! Ce questionnement implique notamment une réflexion sur

les usages politiques du tourisme et sur la façon dont la production d'un espace touristique intervient dans la reproduction ou dans la transformation des équilibres en place et des rapports de force locaux. Produit et enjeu de nombreux conflits et compromis sociaux, l'espace touristique est également un support pour l'action politique lorsqu'il est mobilisé par les acteurs dans le cadre de leurs luttes pour tenter d'affirmer une position de pouvoir.